

## **VILLE DE BILLY-MONTIGNY**

*L'an deux mille vingt-quatre, le 18 MARS à 18 Heures 00, le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de M. Bruno TRONI, Maire, suite à la convocation en date du 12 MARS 2024, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.*

### **Arrondissement de Lens**

#### **Etaient présents :**

MM. B. TRONI, P. CANIVEZ, M. MONNIER, P. PECQUEUR, Adjoints au maire  
Mmes N. MEGUEULLE, F. BRIKI, L. AVIT, M. BREBION, Adjointes au Maire  
Mmes T. VERLEYEN, A. MOPTY, J. BIESZCZAD-DIANE, M. WATERLOT, Conseillères Municipales  
MM. R. DEWASMES, W. GREBAUT, A. MILLIEN, M. EECKMAN, R. KRYZANIAK, M. BAUDERLIQUE, et E. LALOUETTE, Conseillers Municipaux

#### **Excusés :**

M. J. ROLLAND (pvr à Mme M. BREBION), Adjoints au maire  
Mme A. FOULON (pvr à M. R. DEWASMES), Mme T. MOREAU (pvr à M. W. GREBAUT), Mme M.C DELAMBRE (pvr à M. M. MONNIER), M. Y. GAUER (pvr à M. P. CANIVEZ), L. VERIN (pv. à Mme N. MEGUEULLE), Mme L. LOOR (pvr à J. BIESZCZAD-DIANE, Conseillers municipaux.

**Absents :** MM J.L. CAILLUYERE, Mme A. SENECHAL, Mme F. ORMAN, Conseillers Municipaux

**Secrétaire de Séance :** Mme A. MOPTY

-----

### **N° 24-16 : Instauration de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale

Vu l'avis du comité social territorial en date du 13 Mars 2024,

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 prévoit la possibilité d'attribuer une prime exceptionnelle de pouvoir d'achat pour certains agents publics.

La prime exceptionnelle de pouvoir d'achat peut être versée aux fonctionnaires et aux agents contractuels de droit public des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, nommés ou recrutés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2023, employés et rémunérés par un employeur public au 30 juin 2023, dont la rémunération brute ne dépasse pas 39 000€ sur la période du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023.

La prime exceptionnelle de pouvoir d'achat est versée déduction faite de la GIPA et de la rémunération issue des heures supplémentaires et complémentaires défiscalisées.

Il appartient à l'organe délibérant de la collectivité de déterminer le montant de la prime dans la limite des plafonds fixés par le décret.

<b>Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023</b>	Montant de la prime de pouvoir d'achat
<b>Inférieure ou égale à 23 700 €</b>	800€
<b>Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €</b>	700€
<b>Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €</b>	600€
<b>Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €</b>	500€
<b>Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €</b>	400€
<b>Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €</b>	350€
<b>Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €</b>	300€

Le montant de la prime est réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi sur la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023.

#### Cas particuliers :

1. Lorsque l'agent n'a pas été employé et rémunéré pendant la totalité de la période de référence, le montant de la rémunération brute est divisé par le nombre de mois rémunérés sur cette même période puis multiplié par douze pour déterminer la rémunération brute.
2. Lorsque plusieurs employeurs publics ont successivement employé et rémunéré l'agent au cours de la période de référence, la rémunération prise en compte est celle versée par la collectivité, l'établissement ou le groupement qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023, corrigée selon les modalités prévues au 1 pour correspondre à une année pleine.
3. Lorsque plusieurs employeurs publics emploient et rémunèrent simultanément l'agent au 30 juin 2023, la rémunération prise en compte est celle versée par chaque collectivité, établissement ou groupement corrigée selon les modalités prévues au 1 pour correspondre à une année pleine.

Cette prime est cumulable avec toutes primes et indemnités perçues par l'agent à l'exception de la prime de pouvoir d'achat prévue par le décret du 31 juillet 2023 pour les agents de l'Etat et de l'hospitalière.

La prime pouvoir d'achat exceptionnelle fait l'objet d'un versement unique au mois de Mai 2024. Elle n'est pas reconductible.

L'attribution de la prime exceptionnelle à chaque agent fait l'objet d'un arrêté individuel conformément aux modalités d'attribution définies par la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide, A L'UNANIMITE :

- D'instaurer la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat selon les modalités d'attribution définies ci-dessus.
- D'inscrire les crédits correspondants au budget 2024

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Acte rendu exécutoire après envoi en Sous-Préfecture le :

Et publication ou notification du :

A BILLY-MONTIGNY, le

Le Maire,

B. TRONI

